

Procès-Verbal du conseil municipal  
Séance du 24 octobre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le 24 octobre à 18h,

Le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 20 octobre 2023, a tenu une réunion en session ordinaire, sous la présidence de M. Stéphane SAUVEBOIS.

**Présents :** Stéphane SAUVEBOIS, maire,  
Xavier SILLON, Stéphanie DEBOUT, Eric HAZAK, Jocelyne MARTIN,  
Laurent CAIOLO, Delphine VAZEUX, Adjointes,  
Michel MARTIN, Maire délégué de Venosc, Philippe PRIMATESTA, maire délégué de Mont de Lans,  
Jean-Noël CHALVIN, Brigitte MANIN, Florence BEL, Virginie DUMONT, Angélique AGUILAR,  
Louise TEXIER LELONG, Mélanie FIAT, Etienne DRUMAIN, Romain CHARREL, Simon LAVAUD,  
Agnès ARGENTIER, Stéphane GALLAND, Cécile NEYRAUD, conseillers municipaux.

**Absente :** Estelle FAURE

**Pouvoir :** Aucun

**Secrétaire de séance :** Jocelyne MARTIN

Monsieur le Maire ouvre la séance et soumet à l'approbation de l'assemblée les procès-verbaux des séances des 21 août et 18 septembre 2023. Agnès Argentier formule deux remarques.

La première porte sur le procès-verbal du 21 août et plus particulièrement la délibération n° 2023-172 qui n'explicite pas les raisons pour lesquelles la précédente délibération a été retirée.

Monsieur le Maire précise que le conseil municipal a décidé d'exclure la parcelle AK512 du projet, d'abord parce qu'il ne souhaite pas densifier cette zone, ensuite parce qu'il s'agit d'une zone humide sur laquelle se trouvent des arbres à protéger.

La seconde observation porte le procès-verbal du 18 septembre pour préciser que les documents relatifs à l'attribution du contrat d'exploitation du chalet La Fée ont été remis aux élus au début de la présente séance et non en amont. Monsieur le Maire s'en étonne mais fera vérifier.

Les procès-verbaux sont approuvés à l'unanimité.

Jocelyne Martin soumet sa candidature aux fonctions de secrétaire de séance que l'assemblée approuve.

Monsieur le Maire passe ensuite à l'ordre du jour et commence avec la présentation des décisions prises dans le cadre des délégations du maire consenties par le conseil municipal

Décision n° 2023-184 : Avenant n° 2 à la convention de mise à disposition de la Maison des 2 Alpes au profit de l'Ecole de ski française

**Délibération n° 2023-189**

**Objet :** Motion de soutien à la candidature commune des Régions AURA et PACA pour les jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030

**Rapporteur :** Monsieur le Maire

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que dans la perspective d'une candidature commune des Régions Auvergne-Rhône-Alpes et Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur pour les Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver 2030, l'Association Nationale des Maires des Stations de Montagne invite l'ensemble des communes support de stations de montagne françaises à s'associer à ce mouvement pour faire de cette candidature une chance pour la France. L'association propose l'adoption d'une motion de soutien pour que la voix des Maires de stations soit intégrée au dossier officiel de candidature.

Le conseil municipal, à l'unanimité, décide de soutenir la présente motion.

**Délibération n° 2023-190**

**Objet :** DSP Domaine skiable – avenant n° 2

Monsieur le Maire rappelle que le contrat portant sur la construction et l'exploitation du domaine skiable des Deux Alpes signé avec la société SATA GROUP met à la charge de cette dernière un important programme d'investissements détaillé dans le cadre des annexes n°8A et n°8B.

Ce programme d'investissements et son calendrier de réalisation ont fait l'objet d'une première modification dans le cadre de l'avenant n°1 signé le 25 juin 2021 en vue, notamment, de prendre en considération les effets de la crise sanitaire sur la bonne exécution du contrat et le retard pris sur la réalisation du projet communal de la Mura.

Par courrier du 22 juillet 2023, la société SATA GROUP a officiellement sollicité la conclusion d'un nouvel avenant en vue de procéder à la réalisation anticipée des investissements portant sur le secteur de la Combe du Thuit, à savoir :

- Le démontage du TS du Thuit ;
- La construction d'un TSD Tête Moute ;
- La réalisation de travaux de pistes.

Le Maire précise que c'est une anticipation car initialement il était prévu pour 2029

SATA GROUP sollicite également le maintien en service du TSD de la Fée en lieu et place de son démontage comme cela était initialement prévu.

La réalisation anticipée de ces investissements permettra de corriger le manque actuel de lisibilité des pistes au niveau du haut de la Combe du Thuit et en direction du TSD de Bellecombe. Elle permettra également d'améliorer la gestion des flux d'usagers sur ce point névralgique du domaine skiable et, à terme, de renforcer la sécurité même des usagers.

Le démontage anticipé du TS du Thuit, appareil vieillissant désormais très peu utilisé (2 semaines par an à l'occasion des vacances de février) permettra quant à lui de réduire la pollution visuelle au niveau de la Combe. La passation de ce second avenant s'inscrit dans le cadre des dispositions des articles L.3155-1 et R. 3135-7 du code de la commande publique qui permettent de modifier un contrat de concession en cours d'exécution lorsque les modifications apportées ne sont pas substantielles.

S'agissant d'une anticipation au calendrier du contrat, Monsieur le maire précise que pour apporter une sécurité juridique à cet avenant, une analyse du projet a été réalisée par les conseils juridiques et les techniciens communaux.

Philippe Primatesta et Romain Charrel interviennent pour signaler qu'ils ne prendront pas part au vote

Agnès Argentier demande quel est le tracé.

Xavier Sillon précise qu'il a été envisagé une arrivée sur la fée mais que techniquement c'est impossible.

La remontée mécanique sera installée sur Bellecombe.

Lorsque le 3S sera en service, il doit desservir Pierre Grosse, la Toura.

Après en avoir délibéré, étant précisé que Philippe Primatesta et Romain Charrel n'ont pas pris part au vote, le conseil municipal, à l'unanimité, approuve l'avenant n° 2 à la DSP du domaine skiable.

#### **Délibération n° 2023-191**

##### **Objet : DSP Domaine skiable – convention des secours sur pistes - avenant n° 3**

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que dans le cadre de la convention établie entre la commune et SATA Group pour les secours sur pistes et hors-pistes, la convention initiale prévoit une révision annuelle des tarifs qui s'inscrit dans un calendrier couvrant les saisons hivernales et estivales.

L'assemblée est informée des tarifs fixés depuis la convention initiale et jusqu'à la toussaint 2023.

	délibération 2021-029 du 23 mars 2021 convention initiale	délibération 2021-164 du 22 novembre 2021 avenant n° 1	délibération 2022-173 du 12 décembre 2022 avenant n° 2	
	du 1/12/ 2020 au 30/11/2021	du 27/11/ 2021 jusqu'à Toussaint 2022	du 2/12/2022 jusqu'à Toussaint 2023	
	tarifs HT	tarifs HT	tarifs HT	Tarifs TTC
zone de proximité sans accompagnement	130 €	130 €	145,45 €	160 €
zone A (bas des pistes)	350 €	350 €	350 €	385 €
zone B	440,91 €	440,91 €	467,27 €	514 €
zone B1	675,45 €	675,45 €	794,55 €	874 €
zone C	497,27 €	497,27 €	526,36 €	579 €
zone C1	740,91 €	740,91 €	853,63 €	939 €
secours hors-piste	518,18 €	518,18 €	518,18 €	570 €
secours spécifique hors-piste	981,82 €	981,82 €	981,82 €	1080 €

Après échanges avec les partenaires prenant part à la mission de secours, le délégataire SATA Group a convenu de ne pas augmenter la tarification qui restera celle approuvée l'année dernière. Une avenant doit cependant être conclu, notamment pour prolonger la période d'application des tarifs entre le 2 décembre 2023 jusqu'à la toussaint 2024.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve, à l'unanimité, de conclure l'avenant n° 3 à la convention des secours sur pistes.

#### Délibération n° 2023-192

##### Objet : DSP Domaine skiable – convention Crédit-Bail pour construction 3S

La Commune et celle de Saint Christophe en Oisans ont conclu avec la société SATA Group un contrat de délégation de service public portant sur la construction et l'exploitation du domaine skiable des Deux Alpes entré en vigueur le 15 juin 2020.

Le Contrat met à la charge du Délégué la construction ou la rénovation, l'exploitation, l'entretien et la maintenance des équipements de remontées mécaniques, ainsi que leur financement.

La construction de la remontée mécanique 3S Jandri est, à ce titre, prévue dans l'annexe 8-A du contrat relatif au Programme ferme d'investissements initiaux et pour financer à 100% cet investissement estimé à 148 000 000 €HT, SATA envisage le recours à un contrat de crédit-bail pour lequel il est nécessaire de conclure une convention soumise à l'approbation de l'assemblée délibérante.

Monsieur le Maire invite l'assemblée au débat.

Agnès Argentier demande des explications sur le montant de 148 000 000€ qui pour elle, apporte un surcoût au montant initial.

Monsieur le maire est surpris par cette question et rappelle que cette convention a été présentée à l'équipe municipale précédente en octobre 2022 avec pour objectif de s'orienter vers ce crédit-bail. Mme Argentier, en tant qu'adjointe, ne pouvait pas ne pas en avoir été informée.

Il propose néanmoins une présentation détaillée par les services.

Monsieur le Maire précise qu'il n'est pas possible de signer un crédit normal et souligne que la capacité financière de SATA Group est bonne.

Il ajoute que quel que soit le type de crédit, au terme du contrat, c'est bien la commune qui doit reprendre la gestion du domaine skiable ou trouver un nouveau délégataire.

Monsieur le Maire donne la parole à Jean-David Golly qui détaille la capacité financière de SATA Group.

Cécile Neyraud intervient pour savoir quelles sont les conséquences pour la commune, si demain SATA Group ne rembourse plus et si la collectivité est en capacité de prendre le relais.

Monsieur le Maire répond que même si le délégataire est en défaut de paiement, la commune ne se porte pas garante, ni caution.

Stéphane Galland demande à débattre article après article pour avoir des éléments afin de prendre sa décision. Il regrette de n'avoir pas reçu les éléments financiers de SATA Group et demande à les obtenir plus tôt pour pouvoir les étudier.

Son interprétation de l'article 7 l'amène à constater que même si la commune n'est pas caution, en cas de retard elle paiera quand même. Il reconnaît l'évidence d'une continuité dans l'intérêt de la station.

Durant le crédit-bail, les banques ont la propriété momentanée des biens mais après le dernier paiement, ils reviennent à la commune.

Monsieur le Maire donne la parole à Jean-David Golly qui apporte une lecture de cet article sur deux niveaux. Si le délégataire SATA est en défaut de paiement, il y aura des pénalités de retard.

Dans le cas le plus défavorable, à savoir dépôt de bilan de SATA Group, le seul interlocuteur restant est la commune et de fait, il fallait donner un tiers vers qui les banques pouvaient se retourner.

Pour Stéphane Galland, il s'agit clairement d'une caution car en cas de manquement, la commune paie.

Xavier Sillon souligne qu'en face de cette dépense, il y aura toujours des recettes.

Agnès Argentier considère que la commune se substitue à la SATA pour payer les mensualités.

Monsieur le Maire ne comprend pas ces remarques et revient sur le contrat DSP qui donne bien la possibilité au délégataire de souscrire un crédit-bail et sur le fait que dans tous les cas, la commune restera responsable.

Pour Eric Hazak, il s'agit d'un montage classique

Stéphane Galland demande si la signature d'une convention tripartite est obligatoire. Monsieur le Maire confirme cette obligation.

Il revient sur l'interview donnée par Agnès Argentier sur France Bleue qu'il regrette en rappelant que la nouvelle équipe municipale n'est présente que depuis 4 mois et qu'elle découvre les dossiers au fur et à mesure qu'ils se présentent.

Stéphane Galland demande s'il y aura un enregistrement au bureau des hypothèques.

Réponse de Jean-David Golly

La convention permet juste de recourir au crédit-bail qui n'est pas une obligation mais considérant le montant des investissements, c'est une demande du délégataire.

Xavier Sillon : Dans tous les cas de figure, crédit-bail ou pas, la faillite de la SATA entraîne la commune dans sa chute.

Stéphane Galland : Les intérêts s'ajoutent ou sont intégrés ?

Réponse : ils s'ajoutent et sont à la charge de SATA Group

S Galland souligne qu'il y a un delta important et demande les conséquences dans le cas d'un crédit classique.

Réponse de Monsieur le Maire : Les banques se retournent d'abord vers SATA Group mais la commune sera concernée car elle devra palier en cas de carence.

Il faut dissocier une éventuelle défaillance mais avec la signature d'une convention tripartite, la commune se rend solidaire de l'emprunt.

Stéphane Galland aurait souhaité obtenir les données financières de SATA Group que les banques ont probablement obtenues. Un plan de charge au-delà de ce qui est souhaitable pour prendre une décision en toute connaissance de cause. Même si les banques donnent leur accord, il demande des éléments suffisants pour analyser la situation et prendre sa décision.

Monsieur le Maire rappelle que la municipalité précédente a donné son accord de principe en 2022 et pour cette raison, SATA Group s'est orientée vers un crédit-bail.

Plusieurs élus pensent qu'une décision de refus peut avoir de lourdes conséquences.

Pour Stéphane Galland, les éléments fournis ne sont pas suffisants pour prendre une décision et votera contre.

Romain Charrel et Philippe Primatesta informent l'assemblée qu'ils ne prendront pas part au vote.

Cécile Neyraud demande à obtenir le power point diffusé en séance

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à la majorité des suffrages exprimés, avec 3 votes CONTRE : Agnès Argentier, Stéphane Galland, Cécile Neyraud, étant précisé que Romain Charrel et Philippe Primatesta n'ont pas pris part au vote, approuve de conclure la convention de crédit-bail.

#### **Question n° 5 (retirée)**

##### **Objet : Reconduction de la convention d'archivage CDG 38 pour l'année 2024**

L'assemblée est informée que la proposition initiale présentée par le Centre de Gestion n'incluant pas certains services, notamment les services techniques et le multi accueil, il est proposé de retirer ce point de l'ordre du jour dans l'attente de recevoir la nouvelle convention mise à jour.

#### **Délibération n° 2023-193**

##### **Objet : Dispositif « Petit déjeuner » - convention à conclure avec l'Education Nationale**

Brigitte Manin rapporte à l'assemblée que la promotion de la santé à l'école s'appuie sur une démarche globale et positive. L'alimentation des élèves a une importance capitale pour leur développement et leurs capacités d'apprentissage. C'est pourquoi, il importe de favoriser un climat de confiance et de réussite pour tous les élèves et, pour certains, de répondre à des difficultés liées à des inégalités sociales.

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, adoptée par le Gouvernement en 2018, prévoit d'encourager, dans les écoles primaires situées dans des territoires en difficulté sociale, la distribution de petits déjeuners, sur le temps périscolaire ou scolaire, selon le choix de l'école et de la commune.

Ce dispositif doit participer à la réduction des inégalités alimentaires pour le premier repas de la journée, indispensable à une concentration et une disponibilité aux apprentissages scolaires.

La classe de petite section et moyenne section de l'école primaire La Muzelle a bénéficié de ce dispositif sur les années scolaires 2021/2022 2022/2023 et l'enseignante propose de le reconduire pour cette année scolaire 2023/2024.

26 élèves bénéficieront d'un petit-déjeuner, un jour par semaine pendant 36 semaines soit environ 936 petits déjeuners dont le coût unitaire revient à 3.30 € et pour lequel le Ministère de l'Education Nationale contribuera financièrement sur la base forfaitaire de 1,30 €/élève.

Le coût total de l'opération est évalué à 3088.80 € avec une participation de 1872 € pour la commune.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, approuve de conclure la convention avec l'Education Nationale.

#### **Question n° 7 (retirée)**

##### **Objet : Convention à conclure avec le Département pour usage de terrains en vue de la pratique d'escalade sur les sites des Ougiers et des Etroits**

Le service urbanisme ayant relevé une erreur matérielle sur le projet de convention et dans l'attente d'une réponse du Département, il est proposé à l'assemblée de retirer cette question de l'ordre du jour.

#### **Délibération n° 2023-194**

**Objet : Ferme communale La Molière – Résiliation du bail**

**Rapporteur : Jean-Noël Chalvin**

Par bail à ferme du 31 août 2007, la commune historique de Mont de Lans a loué à Mme Sandrine Couvert, une partie de la ferme communale La Molière pour qu'elle puisse y exercer l'élevage d'ovins et caprins. Par jugement du 1<sup>er</sup> avril 2021, le tribunal judiciaire a statué sur la liquidation judiciaire de l'activité. Le Mandataire Judiciaire a informé la commune que la liquidation judiciaire n'avait pas la possibilité de poursuivre le bail à ferme à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021.

Après plusieurs échanges entre Mme Couvert et la commune, une mise en demeure lui a été adressée pour libérer les locaux au 15 octobre 2022.

Cependant, pour respecter le cadre réglementaire, il aurait fallu que l'équipe municipale antérieure acte la résiliation du bail. Ce qui n'a pas été fait empêchant toute nouvelle exploitation de la ferme.

Il est ainsi proposé à l'assemblée de résilier ledit bail.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide de résilier le bail avec Mme Couvert.

#### **Délibération n° 2023-195**

**Objet : Désaffectation d'une partie de la parcelle 253 AK 302 issue du domaine public**

Delphine Vazeux rappelle à l'assemblée que dans le cadre d'un projet de réalisation d'une aire de bus et pour permettre de désenclaver l'accès au cheminement du bas des pistes, la commune souhaite acquérir une portion de la parcelle cadastrée 253 AK 357 appartenant à la société DEFI (La Béragère) qui propose en contrepartie d'acheter une surface de 220 m<sup>2</sup> issue de la parcelle du domaine public de la commune cadastrée 253 AK 302 pour y réaliser des plantations.

Les échanges de superficie s'appliqueront pour des superficies identiques (220 m<sup>2</sup>) au tarif de 7.62 €/m<sup>2</sup> soit un total de 1676.40 €.

Préalablement à la vente, toute parcelle affectée à l'usage du public doit sortir du domaine public conformément à l'article L.2141-1 du CGPPP prévoyant expressément qu'un bien d'une personne publique qui n'est plus affecté au service public, ne fait plus partie du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement.

L'assemblée doit approuver la désaffectation des 220 m<sup>2</sup> de la parcelle 253 AK 302.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés avec 3 abstentions (A Argentier, C Neyraud, S Galland), le conseil municipal décide de désaffecter la parcelle 253 AK 302.

#### **Délibération n° 2023-196**

**Objet : Commune déléguée de Mont de Lans - Déclassement et aliénation d'une portion de parcelle non cadastrée au profit de M. PAYNE**

Delphine Vazeux rappelle que pour régulariser une situation foncière sur la commune déléguée de Mont de Lans, en séance du 18 septembre 2023, l'assemblée a approuvé la désaffectation d'une portion de parcelle issue du domaine public pour pouvoir la vendre à M. Philip PAYNE, propriétaire d'une maison, rue de l'Alpe, au village de Mont de Lans, qui souhaite acquérir cette superficie de 9 m<sup>2</sup>.

L'assemblée doit désormais approuver le déclassement et l'aliénation d'une surface de 9m<sup>2</sup> pour un montant de 1665 € au profit de M. PAYNE.

Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve le déclassement d'une surface de 9 m<sup>2</sup> qui reste à cadastrer et décide sa vente à M. Payne pour un montant de 1665 €.

#### **Délibération n° 2023-197**

**Objet : acquisition parcellaire amiable pour maîtrise foncière du golf**

**Rapporteur : Delphine Vazeux**

Dans le cadre du développement des loisirs et de son attrait touristique général, la commune souhaite mener des actions ou opérations d'aménagement pour optimiser le développement du golf et le pérenniser.

Pour cela, la collectivité souhaite obtenir la maîtrise foncière du golf et pour atteindre cet objectif, elle privilégie les acquisitions amiables.

Les consorts MARTIN ont déjà signé une promesse de vente pour les terrains suivants :

Commune LES DEUX ALPES

Référence cadastrale					Numéro du plan
Sect.	N°	Nature	Lieu-dit ou Rue	Surf m <sup>2</sup>	
AL	102	P	PRE LONG	2316	
AL	134	P	PRE LONG	1373	
AL	136	P	PRE LONG	910	
AL	139	P	PRE LONG	1125	
AL	141	P	PRE LONG	2287	
Total en m <sup>2</sup> :				8 011	

L'assemblée est invitée à approuver ces acquisitions pour un montant de 12 176,72 €

Michel Martin ne prend pas part au vote et l'assemblée, après en avoir délibéré à l'unanimité, approuve l'acquisition des parcelles susvisées.

**Délibération n° 2023-198**

**Objet : Acquisition parcellaire amiable – vendeurs M. Christophe RAMEL et Mme Irène MELESZCZUK**

**Rapporteur : Delphine Vazeux**

Dans le cadre du développement des loisirs et de son attrait touristique général, la commune souhaite mener des actions ou opérations d'aménagement pour optimiser le développement du golf et le pérenniser.

Pour cela, la collectivité souhaite obtenir la maîtrise foncière du golf présent sur le front de neige et pour atteindre cet objectif, elle privilégie les acquisitions amiables.

M. Christophe RAMEL et Mme Irène MELESZCZUK proposent de vendre la parcelle cadastrée 253 C 1063, de 3933 m<sup>2</sup>, pour un montant de 7125 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, approuve l'acquisition de la parcelle susvisée.

**Délibération n° 2023-199**

**Objet : Fonds de soutien relatif aux emprunts structurés à risque – Reconduction du dispositif dérogatoire**

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que la commune a déposé en date du 5 février 2015 auprès du représentant de l'État une demande d'aide au titre du fonds de soutien créé par l'article 92 de la loi de finances initiale pour 2014 en faveur des collectivités territoriales ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque.

Par délibération n°2016-105 en date du 13 décembre 2016, la commune avait décidé de solliciter l'aide du fonds de soutien dans le cadre du dispositif dérogatoire prévu à l'article 6 du décret modifié n° 2014-444 du 29 avril 2014 permettant une prise en charge partielle des intérêts dégradés à compter de la date du dépôt du dossier pour le prêt suivant : Contrat n°MIN255916EUR/0271149/011 auprès de la SFIL du 22 février 2007. Conformément à la décision du comité national d'orientation et de suivi du 28 janvier 2016 et à l'arrêté du 22 juillet 2015 modifié, le bénéfice du dispositif dérogatoire de prise en charge partielle des intérêts dégradés peut être prorogé jusqu'au terme des contrats et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2028, date de clôture définitive du fonds de soutien.

Pour bénéficier d'une aide de 800 000 €. Pour ce faire, la commune doit en faire la demande expresse avant le 5 février 2024.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés, le conseil municipal décide de solliciter la prorogation du dispositif dérogatoire de prise en charge des intérêts dégradés du contrat susvisé.

**Délibération n° 2023-200**

**Objet : Actualisation des tarifs des services municipaux**

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que certains tarifs municipaux doivent être mis à jour et sont soumis à l'approbation de l'assemblée

*Plateau 2 Alpes – Parking Venosc*

Durée du stationnement	Tarif	Durée du stationnement	Tarif
1h30	Gratuit	6h00	6,10 €
1h45	1,00 €	6h15	6,40 €
2h00	1,30 €	6h30	6,70 €
2h15	1,60 €	6h45	7,00 €
2h30	1,90 €	7h00	7,30 €
2h45	2,20 €	7h15	7,60 €
3h00	2,50 €	7h30	7,90 €
3h15	2,80 €	7h45	8,20 €
3h30	3,10 €	8h00	8,50 €
3h45	3,40 €	8h15	8,80 €
4h00	3,70 €	8h30	9,10 €
4h15	4,00 €	8h45	9,40 €
4h30	4,30 €	9h00	9,70 €
4h45	4,60 €	9h15	10,00 €
5h00	4,90 €	9h30	10,30 €
5h15	5,20 €	9h45	10,60 €
5h30	5,50 €	10h00	10,90 €
5h45	5,80 €		

Ticket journée  
10h-24h = 15 €

Forfait 7 jours = 50 €

Ticket perdu = 70 €

Carte abonnement  
individuel pour la saison  
d'hiver = 300 €

*Pour le service enfance jeunesse*

PAUSE MERIDIENNE

QUOTIENT FAMILIAL en €	sans PAI* alimentaire	avec Projet d'Accueil Individualisé Alimentaire (repas fourni par les parents)
0 - 550	3,30 €	tarif unique de 0,50 € (pour la participation au temps d'animation)
551 - 800	3,50 €	
801 - 1000	3,90 €	
1001 - 1250	4,20 €	
1251 - 1400	4,50 €	
supérieur à 1401 et/ou sans justificatif QF	4,90 €	

Il est également proposé la création d'un nouveau tarif pour la location de l'espace DOJO

Location 1 h = 15 €

Location ½ journée = 50 €

Location journée = 100 €

Enfin, compte tenu de la réouverture cet hiver de l'aire dédiée aux salariés saisonniers qui logent en camion aménagé, l'assemblée doit déterminer le tarif de location. Il est proposé de le fixer à 200 € mensuel (eau et électricité incluses) et de limiter le nombre d'emplacements à 8.

Monsieur le maire insiste sur l'obligation pour le propriétaire d'avoir un véhicule homologué pour pouvoir bénéficier de ce tarif.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal approuve ces nouveaux tarifs.

**Délibération n° 2023-201**

**Objet : Subvention à l'association « Les 2 Alpes X Cup »**

Dans le cadre de sa politique d'aide aux associations qui participent à l'intérêt général à travers les actions mises en œuvre, Angélique Aguilar précise que la commune a décidé de soutenir le Comité d'Organisation les 2 Alpes X Cup qui promeut les disciplines de skicross et boardercross.



L'association propose de faire découvrir ces disciplines aux enfants et plus largement au public français à travers l'organisation d'une épreuve de la coupe du monde de boardercross qui sera reconduite les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 2023, après une première édition 2022 prometteuse.

Cet événement s'inscrit dans une politique de manifestations sportives qui participe à l'animation et contribue au rayonnement de la commune Les Deux Alpes.

C'est pourquoi, la commune et l'association s'engagent dans une collaboration destinée à favoriser la réussite de cette épreuve de coupe du monde et le développement de la pratique des sports d'hiver sur le territoire. Cette action contribue à l'effort d'intérêt général demandé aux associations communales en contrepartie duquel, la collectivité apporte son soutien financier.

C'est pourquoi, il est proposé à l'assemblée d'octroyer à l'association 2 ALPES CROSS CUP, une subvention d'un montant de 100 000 € conditionnée à la signature d'une convention d'objectifs qui fixera les modalités de versement et de contrôle. Laurent Caiolo ne prend pas part au vote.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal approuve la subvention de 100 000 € à l'association 2 ALPES CROSS CUP et décide de signer une convention d'objectifs.

#### Délibération n° 2023-202

**Objet : Action sociale en faveur des agents – Type de prestations, montant et modalités de mise en œuvre**

Jocelyne Martin expose à l'assemblée que la collectivité peut prendre des mesures d'ordre social en faveur du personnel communal.

Le projet de délibération soumis à l'assemblée a pour objet de déterminer le type d'actions à mener et le montant des dépenses à engager pour les prestations sociales, ainsi que les modalités de mise en œuvre

Objet de la prestation	Bénéficiaire	Type de prestation	Valeur
Départ en retraite	Agent titulaire	Carte cadeau multi-enseignes	183€
		Bouquet ou cadeau	35€ maxi
Médaille du travail	Agent titulaire	Médaille	Tarif selon la catégorie
		Cadeau	35€ maxi
Cadeau de Noël	Agents présents au 25/12 de l'année	Cadeau au choix de l'agent	40 €
Cadeau de Noël enfant des agents (jusqu'à 16 ans)	Agents présents au 25/12 de l'année	Carte cadeau multi-enseignes	65 €

Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve de mettre en place les prestations sociales telles que présentées en séance.

#### Délibération n° 2023-203

**Objet : Revalorisation de l'indemnisation des frais de mission**

**Rapporteur : Eric Hazak**

Les agents territoriaux et collaborateurs occasionnels d'une collectivité territoriale peuvent bénéficier du remboursement des frais induits par l'exercice de leurs fonctions pour le compte de la collectivité.

Les collectivités peuvent rembourser à leurs agents en mission, les frais d'hébergement, de repas et de déplacement dans le respect des plafonds revalorisés par décret du 20 septembre 2023 en raison du contexte économique. La délibération soumise au vote a pour objet de se mettre en conformité.

L'assemblée délibérante, à l'unanimité des suffrages exprimés, décide de retenir le principe d'un remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas des agents de la collectivité dans le respect du cadre réglementaire fixé par le décret du 20 septembre 2023.

#### Délibération n° 2023-204

**Objet : Association Foncière Pastorale de Lanchatra – désignation des représentants**

**Rapporteur : Michel Martin**

Michel Martin expose à l'assemblée que dans les communes classées en zone de montagne, il est possible de créer des associations foncières pastorales regroupant des propriétaires de terrains à destination agricole ou pastorale ainsi que des terrains boisés ou à boiser. Les AFP sont des établissements publics créés par arrêté préfectoral pour la gestion pastorale du foncier public et privé de montagne.

C'est ainsi que par arrêté préfectoral du 14 janvier 1982, l'association Foncière Pastorale de Lanchatra a été constituée entre les communes de Venosc et Saint Christophe en Oisans.

Les statuts ont été modifiés par un nouvel arrêté préfectoral du 30 août 2021, notamment pour installer le siège social à la mairie de Saint Christophe en Oisans, pour fixer la composition du syndicat et pour en fixer le périmètre à 1752 ha 39 a 68 ca.

Suite à l'élection municipale partielle de juin, le conseil municipal doit désigner deux représentants qui siègeront au conseil syndical de l'association.

Michel Martin présente sa candidature en qualité de titulaire et Simon Lavaud en tant que suppléant que l'assemblée approuve à l'unanimité.

#### Délibération n° 2023-205

**Objet : DUP Golf – Bail emphytéotique à conclure avec M. André BRUN**

**Rapporteur : Delphine Vazeux**

Pour obtenir la maîtrise foncière du golf, la commune privilégie l'acquisition à l'amiable ou lorsque le propriétaire ne souhaite pas vendre, il lui est proposé de conclure un bail emphytéotique.

Dans ce cadre, André BRUN, propriétaire des parcelles suivantes :

Référence cadastrale					Numéro du plan	Emprise bail			
Sect.	N°	Nature	Lieu-dit ou Rue	Surf m <sup>2</sup>		N°	Empr.m <sup>2</sup>	N°	Surf. m <sup>2</sup>
534AE	41	P	AUX RIVETS	1 071		41	1 071		
534AE	95	P	LES AUBARETTES	909		95	909		
AL	157	P	PRE LONG	4 070		157	4 070		
Total en m <sup>2</sup>							6 050		

a accepté de conclure avec la commune, un bail emphytéotique de 30 ans pour lequel il percevra une redevance annuelle de 257 €

le conseil municipal, à l'unanimité, approuve de conclure un bail emphytéotique avec André Brun.

L'ordre du jour achevé, Monsieur le Maire s'adresse à Agnès Argentier pour lui confirmer que tous les documents relatifs à l'attribution du contrat d'exploitation du chalet La Fée ont bien été adressés à tous les élus, y compris ceux de l'opposition. Plusieurs conseillers ont vérifié l'envoi. L'accès aux documents a été donné par la communication d'un lien de téléchargement.

Stéphane Galland revient sur l'importance d'une réception exhaustive des documents pour prendre des décisions.

Monsieur le Maire clôture la séance à 19h28

Le Maire, Stéphane SAUVEBOIS

Jocelyne MARTIN, Secrétaire de séance

